

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur – Fraternité - Justice

BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE

LE GOUVERNEUR

VISA DSJO :

Nouakchott, le 16 OCT 2007

Circulaire n° 003 /GR/2007
Relative aux procédures du fonctionnement du
Marché Monétaire.

Le présent document a pour objet de décrire les modalités et les procédures du fonctionnement du Marché Monétaire. La première partie est consacrée aux procédures du fonctionnement du marché primaire d'émission des titres de créances négociables. Les règles et les procédures régissant les opérations sur le marché secondaire des titres émis (opérations de cessions temporaires et/ou de cessions définitives des titres de créances négociables) sont évoquées au niveau de la seconde partie. Et enfin, la troisième partie va traiter du marché interbancaire dans le cadre des échanges de liquidités effectuées avec ou sans garantie et des possibilités d'interventions de la BCM sur ce marché.

I - Les Titres de créances négociables

A- Les Bons du Trésor

1- Emetteur et objet de l'émission

En vue de financer le déficit budgétaire sur le marché intérieur à des conditions plus compétitives et favoriser une meilleure gestion de la trésorerie de l'Etat et de la dette publique, le Trésor Public peut procéder à l'émission de titres Publics appelés Bons du Trésor de valeur nominale unitaire de 1.000.000 d'Ouguiya.

2- Types de Titres Emis

Il peut émettre des bons du Trésor à court terme avec une échéance inférieure à un an appelés BTC (bons du trésor à court terme) ou des bons du trésor dont la maturité est supérieure ou égale à un an, appelés BTA (bons du trésor annuels).

Pour les BTC les intérêts sont précomptés alors que pour les BTA ils sont post comptés. Le calcul des intérêts fera l'objet d'une feuille de calcul (**annexe 1 : le calcul des Intérêts**).

3- Procédures d'émission

a- Périodicité et Publication des émissions

Le Trésor est tenu de publier dans la presse nationale ou sur son site web et sur celui de la BCM le calendrier trimestriel d'émission des bons à court terme (**annexe 2 : Calendrier semestriel d'adjudication d'émission des BTC**) et un calendrier annuel pour les bons du trésor annuels (**annexe 3 : Calendrier annuel d'adjudication d'émission des BTA**).

Dans ces calendriers, il est indiqué la liste des émissions prévues, leurs montants approximatifs, les dates, les catégories des bons et leurs échéances (nombre de semaine ou d'années). En général, pour les BTC les échéances sont de 4, 13, 26 et 50 semaines. Tous les changements survenant à ce calendrier doivent être portés à la connaissance des soumissionnaires une semaine avant la prochaine émission.

Par ailleurs, pour chaque émission un appel d'offres doit être publié par le Trésor et la BCM par voie de presse et/ou sur leurs sites Internet au moins 1 jour ouvré avant la date d'émission. Dans cette annonce d'émission, il est indiqué le montant global demandé par échéance, les dates d'échéance, la date de règlement, la référence des bons (code), l'heure limite de réception des offres, l'heure du dépouillement ou s'il y a d'autres caractéristiques particulières de l'émission (**annexe 4 : communiqué d'adjudication**).

Habituellement, les adjudications sont prévues toutes les semaines et dans la journée du mercredi. Dans les cas où le mercredi n'est pas un jour ouvré, la date d'adjudication sera le jour ouvré suivant. Le Trésor peut aussi, s'il le juge nécessaire, ne pas respecter cette fréquence hebdomadaire d'adjudication.

b- Procédures de souscription

Les offres de soumission doivent être établies suivant le modèle de formulaire de souscription préétabli. Il est annexé à la convention de soumission.

Le soumissionnaire doit préciser pour les échéances voulues, la valeur nominale en tranches maximales de 200 Millions et le taux proposé par tranche différencié au moins de 2 points de base (0,02%).

Un soumissionnaire peut présenter plusieurs offres pour une même échéance et peut faire des propositions sur plusieurs échéances.

Les offres doivent être transmises à la BCM (DROB –Service Marché Monétaire-) sous pli fermé, revêtu de l'adresse et des coordonnées du souscripteur, au plus tard à l'heure limite de remise des offres mentionnée dans le communiqué d'appel d'offres. Une décharge de la remise de la soumission doit obligatoirement être effectuée par la Direction.

Des fiches de soumission incomplètes ou raturées, ou dont les rubriques ne sont pas correctement remplies, ne sont pas retenues par le comité.

Après l'heure limite de réception des offres, aucune offre ne peut être retirée ou modifiée.

Chaque soumission engage irrévocablement le souscripteur qui doit signer avec la BCM une convention de soumission (**annexe 5 : convention de soumission aux BT**).

4- Processus d'adjudication

a- Traitement des soumissions

Le comité d'adjudication se réunit à l'heure fixée dans le communiqué pour procéder au dépouillement des offres.

Ce comité est composé de :

- le Trésorier ou son représentant, Président,
- le Directeur du Refinancement et des Opérations Bancaires

- le chef de service du Marché monétaire qui assure le rôle du secrétariat du comité
- ou tout autre représentant désigné par le Trésor

Les bons sont émis selon le système d'adjudication « à la hollandaise ». Suivant ce système, chaque soumissionnaire est servi au prix qu'il a demandé si son offre est retenue.

NB : Dans le communiqué d'appel d'offre le montant global émis est :

- soit précisé par échéance et, dans ce cas, le classement des soumissions est fait suivant le taux nominal proposé ;
- soit, les montants des échéances n'ont pas été fixés par l'appel d'offre et, dans ce cas, le classement des soumissions est fait suivant le taux actuariel proposé.

Grâce à un traitement informatique, au niveau du service du Marché Monétaire à la BCM, les offres dont les taux sont les plus bas sont servies les premières, celles de niveau supérieur le sont, ensuite, jusqu'à concurrence du montant maximum adjugé par le comité.

Ce montant global adjugé par échéance est fixé, par décision du comité d'adjudication, si le total des offres est supérieur au montant émis. Ce comité peut adjuger des montants supérieurs jusqu'à 30% du montant émis s'il juge que la situation des taux est avantageuse et/ou si le besoin en trésorerie de l'Etat le justifie. Au-delà de ce seuil, il faut une décision matérialisée par un écrit du Ministre de l'Economie et des Finances.

Au taux limite, la tranche marginale est répartie au prorata des offres. La tranche marginale est la partie servie du montant total demandé au taux limite. Si le total des offres est inférieur au montant émis, le comité devra adjuger le volume global proposé. Le Trésorier peut décider de ramener le montant à adjuger jusqu'à 70% du montant émis si la situation des taux s'avère très désavantageuse. Les offres globales des soumissionnaires peuvent également être rendues infructueuses par une décision écrite du Ministre de l'Economie et des Finances.

b- Diffusion des résultats

Au plus tard le lendemain de l'adjudication à 13 :00, les soumissionnaires sont informés individuellement de la suite réservée à leur(s) soumission(s), par fax, télex ou messagerie électronique. Dans le cas où une soumission a été adjugée en partie ou en totalité la Banque Centrale de Mauritanie fait parvenir au soumissionnaire le décompte des sommes qui seront imputées au débit de leur compte espèce sur ses livres, à la date de règlement.

Par ailleurs les principaux résultats de l'adjudication sont diffusés par voie de presse et sur le site Web, ou par tout autre moyen de communication approprié (**annexe 6 : modèle de communiqué du Résultat de l'adjudication**) :

- le montant nominal total des offres par échéance;
- le montant nominal total servi des offres par échéance;
- les taux minimum et maximum ;
- le taux marginal ;
- le taux moyen pondéré de l'adjudication par échéance ;
- le prix moyen pondéré de l'adjudication par échéance.

5- Règlement des BT

Les bons dont la durée est inférieure ou égale à un an sont réglés pour leurs valeurs nettes après déduction des intérêts de la valeur nominale. A l'échéance, ils sont remboursés pour leur valeur nominale. Les bons à plus d'un an sont réglés pour leur valeur nominale actualisée compte tenu des intérêts annuels à payer. Ils sont remboursables à l'échéance en une seule fois pour leur montant nominal et donnent lieu à des paiements annuels d'intérêts au taux nominal annuels (coupon). Si le jour du règlement coïncide avec un jour férié, il est reporté au jour ouvrable suivant.

6- Comptabilité des bons du Trésor chez les détenteurs et fiscalité applicable

Les détenteurs, qu'ils soient banque ou entreprise, doivent inscrire les bons du Trésor en compte, en distinguant le nominal (compte d'actif) et les intérêts (compte de recette) selon les règles comptables en vigueur. Il n'existe pas de fiscalité spécifique appliquée aux bons du Trésor : les intérêts sont imposés au titre de l'impôt sur les revenus pour les particuliers, au titre de l'impôt sur les sociétés pour les banques et les entreprises.

7- Codification

La codification des titres va être établie ultérieurement et communiquée par la BCM aux différents intervenants du marché.

8- Traitement informatique des opérations

Au niveau de l'application informatique, des comptes titres extracomptables doivent être créés pour chaque soumissionnaire, afin de permettre l'exécution du traitement informatique des opérations sur les Bons du Trésor et ressortir les états statistiques y afférents.

Le solde de chaque compte titre de soumissionnaire doit être conforme à celui existant sur les livres de la comptabilité titres de la BCM. Le service Marché Monétaire (section suivi et Evaluation du portefeuille) doit effectuer régulièrement un rapprochement de ces soldes correspondants. Pour ouvrir un compte titre, les soumissionnaires sont tenus de signer une convention de gestion de compte avec la BCM dont **le modèle est en annexe 7**.

B- Les Bons BCM

1- Emetteur et objet de l'émission

Dans le cadre de ses interventions pour réguler la liquidité, la BCM peut procéder à l'émission de titres BCM appelés Bons BCM (BBCM) de valeur nominale unitaire de 10.000.000 d'Ouguiya. Le volume à émettre est estimé par le service du marché monétaire, mais il doit être approuvé par le comité de politique monétaire. Les montants émis sont adjugés à taux multiples mais le comité peut décider, s'il le juge utile, de faire une adjudication à taux unique. La fréquence des émissions et le jour de l'adjudication sont aussi fixés par décision du comité, en fonction des besoins de la politique monétaire.

2- Publication

Avant chaque émission, la BCM est tenue de publier, par le moyen d'information le plus approprié le communiqué adressé aux banques relatif à l'émission des Bons BCM ; au moins 24 heures avant le jour de l'adjudication. Ce communiqué retrace les caractéristiques des titres émis (montant, échéance, référence des titres, date de règlement, heure et date limite de réception des soumission, ..) et la procédure d'adjudication choisie par la BCM : taux multiples ou taux demandé (**annexe 8 : communiqué d'adjudication des BBCM**).

3- Procédures de soumission

Les banques qui veulent participer à l'adjudication doivent remplir des fiches de soumissions suivant le modèle de formulaire de souscription préétabli, annexé à la convention de soumission à des BBCM. Elles doivent préciser pour les échéances voulues, la valeur nominale en tranches maximales de 500 Millions et le taux proposé par tranche différencié au moins de 2 points de base (0,02%).

Un soumissionnaire peut présenter plusieurs offres pour une même échéance et peut faire des propositions sur plusieurs échéances.

Les offres doivent être transmises à la BCM sous pli fermé, revêtu de l'adresse et des coordonnées du souscripteur, au plus tard à l'heure limite qui est mentionnée dans le communiqué d'appel d'offres.

Des fiches de soumission incomplètes ou raturées, ou dont les rubriques ne sont pas correctement remplies, ne sont pas retenues par le comité d'adjudication des BBCM. Après l'heure limite de réception des offres, aucune offre ne peut être retirée ou modifiée. Chaque soumission engage irrévocablement le souscripteur qui doit signer avec la BCM une convention de soumission (**annexe 9 : convention de soumission pour BBCM**).

a- Traitement des soumissions

Le comité d'adjudication des BBCM se réunit à l'heure fixée dans le communiqué pour procéder au dépouillement des offres. Il est composé du :

- Directeur de la DROB, Président
- Directeur de la DE, ou son représentant
- Directeur du Change et du Commerce Extérieur, ou son représentant
- Directeur de la DGRE, ou son représentant
- Chef service du Marché Monétaire qui assure le secrétariat de ce comité.

Dans le cas d'adjudication à taux multiples, grâce à un traitement informatique, au niveau du service du Marché Monétaire à la BCM, les offres dont les taux sont les plus bas sont servies les premières, celles de niveau supérieur le sont, ensuite, jusqu'à concurrence du montant maximum adjugé par le comité.

Au taux limite, la tranche marginale est répartie au prorata des offres. La tranche marginale est la partie servie du montant total demandé au taux limite.

NB : Dans le communiqué d'appel d'offre le montant global émis est :

- *soit précisé par échéance et, dans ce cas, le classement des soumissions est fait suivant le taux nominal proposé ;*
- *soit, les montants des échéances n'ont pas été fixés par l'appel d'offre et, dans ce cas, le classement des soumissions est fait suivant le taux actuariel proposé.*

Ce montant global adjugé par échéance est fixé par décision du comité d'adjudication sur la base du volume émis. Si l'adjudication est à taux unique, l'adjudication du volume émis se fait au prorata des offres présentées par chaque soumissionnaire.

b- Diffusion des résultats

Au plus tard le lendemain de l'adjudication à 10 :00, les soumissionnaires sont informés individuellement de la suite réservée à leur(s) soumission(s) par fax, télex, ou messagerie électronique. Dans le cas où la soumission a été adjugée en partie ou en totalité la Banque Centrale de Mauritanie fait parvenir aux soumissionnaires le décompte des sommes qui seront imputées au débit de leur compte espèce sur ses livres, à la date de règlement.

Par ailleurs les principaux résultats de l'adjudication (montant nominal global des titres émis, taux limite, taux moyen pondéré par échéance...) sont diffusés par voie de presse et sur le site Web de la Banque centrale de Mauritanie (**annexe10 : modèle de communiqué du Résultat de l'adjudication des BBCM**).

5- Règlement des BBCM

Les bons BCM sont réglés pour leurs valeurs nettes après déduction des intérêts de la valeur nominale. A l'échéance, ils sont remboursés pour leur valeur nominale. Si le jour du règlement des bons BCM coïncide avec un jour férié, il est reporté au jour ouvrable suivant.

6- Codification

La codification des titres va être établie ultérieurement et communiquée par la BCM aux différents intervenants du marché.

7- Traitement informatique des opérations

Au niveau de l'application informatique, des comptes titres extracomptables doivent être créés pour chaque soumissionnaire, afin de permettre l'exécution du traitement informatique des opérations sur les BBCM et ressortir les états statistiques y afférents.

Le solde de chaque compte titre de soumissionnaire doit être conforme à celui existant sur les livres de la comptabilité titres de la BCM. Le service Marché Monétaire (section suivi et Evaluation du portefeuille) doit effectuer régulièrement un rapprochement de ces soldes correspondants. Pour ouvrir un compte titre, les soumissionnaires sont tenus de signer une convention de gestion de compte avec la BCM dont **le modèle est en annexe 7**.

C – Les Certificats de Dépôt et les Billets de trésorerie (CD-BT)

1- Emetteurs et conditions d'émissions

Les émissions de titres sur le marché monétaire sont effectuées suivant la procédure d'appel d'offres adjugées.

a- Les CD

Les banques ayant l'intention d'émettre des certificats de dépôt présenteront une demande d'autorisation d'émission au moins 15 jours avant la date d'émission à la Direction de Supervision Bancaire et Financière. Le programme d'émission prévu par la banque et les caractéristiques des titres à émettre doivent être joints à cette demande. La BCM après étude de ce dossier et, en cas d'approbation, fixe la date de mise sur le marché des titres en question.

Pour les CD émis pour une l'échéance inférieure ou égale à un an le calcul des intérêts doit s'établir suivant la formule des intérêts précomptés alors que pour ceux dont l'échéance est supérieure à un an les intérêts doivent être post comptés. Seules les banques sont habilitées à placer ou à négocier les certificats de dépôt.

a- Les BT

L'émetteur de Billets Trésorerie envoie un dossier d'émission selon le **modèle en annexe 11** au moins quinze jours avant la date souhaitée de mise sur le marché de ses titres. La BCM, après étude de ce dossier et en cas d'approbation, fixe la date de mise sur le marché des titres en question. Les intérêts sur les billets de Trésorerie sont précomptés. Les personnes morales (autres que l'Etat et les banques) pouvant émettre les billets de trésorerie doivent appartenir à l'une des catégories suivantes :

- Etablissements publics à caractère non financier,
- Les sociétés par actions,
- Les coopératives et autres organismes mutualistes.

Les billets de trésorerie se transmettent par virement de compte à compte. Les banques ne peuvent procéder à la domiciliation des billets de trésorerie qu'après s'être assurées du respect des conditions d'émission. Les émetteurs de billets de trésorerie doivent domicilier leurs titres auprès des banques. La BCM s'assure du respect par les émetteurs de billets de trésorerie, des conditions d'émission prévues par le règlement du marché monétaire.

2- Ouverture et gestion comptes de titres de CD-BT par les banques

Les titres de créance négociables du marché monétaire sont dématérialisés. Ils doivent être inscrits en comptes ouverts au nom de chaque propriétaire auprès d'une banque agréée en Mauritanie. Seules peuvent tenir des comptes de certificats de dépôts et des billets de trésorerie la BCM et les banques. Ces titres se transmettent par virement de compte en compte.

L'ouverture d'un compte de gestion de titres de créances négociables doit faire l'objet d'une convention écrite entre la banque et le propriétaire des titres **modèle en annexe 12**.

Dans le cas où la banque désignée pour la gestion du compte n'est pas celle qui est émettrice ou mandatée par l'émetteur, la banque désignée doit informer cette dernière du choix du propriétaire des titres dans un délai de deux jours ouvrables. La banque émettrice ou mandatée doit alors, dès réception de cette information, communiquer à la banque désignée pour la gestion du compte tous les éléments relatifs aux titres détenus par le titulaire du compte.

La banque désignée pour la gestion des comptes titres est la seule habilitée à recevoir les ordres du titulaire des comptes inscrits sur ses livres. La responsabilité de cette banque est substituée à celle de la banque émettrice ou mandatée dans les vérifications de l'identité et de la régularité de l'opération.

La banque désignée pour la gestion des comptes titres est tenue d'informer la banque émettrice ou mandatée des titres de tout changement de propriété desdits titres. Cette notification doit avoir lieu dans un délai de deux jours ouvrables à compter de la date d'exécution de l'opération en question.

II- MARCHE SECONDAIRE DES TCN

Types d'opérations sur le marché secondaire des TCN

Les TCN peuvent faire l'objet de transactions aussi longtemps qu'ils ne sont pas arrivés à échéance et qu'ils sont disponibles. Il y a deux types d'opérations qui peuvent s'effectuer sur le marché secondaire des TCN :

- Opérations de cessions définitives des TCN (achats ou ventes fermes de titres) ;
- Opérations de cessions temporaires des titres ou opérations de prise ou mise en pension livrée des TCN.

Les opérations du marché secondaire des Bons du Trésor et des BBCM sont dénouées au niveau de la BCM alors que celles des certificats de dépôts et des billets de trésorerie sont exécutées par les banques. Ces dernières doivent notifier ces opérations à la BCM.

A- Marché secondaire des Bons du Trésor et des BBCM

La BCM détient sur ses livres les comptes titres des Bons du Trésor (BT) et des Bons BCM. Le dénouement des opérations pour les intervenants disposant de comptes titres auprès de la BCM est assuré par cette dernière sur instruction d'une banque intermédiaire.

1- Rôle BCM sur le marché secondaire des Bons du Trésor et des BBCM

La BCM a essentiellement 3 rôles à jouer au niveau du marché secondaire des Bons du Trésor et des BBCM :

- 1- Elle facilite la négociation des opérations par la mise en place des informations quotidiennes sur les offres et les demandes de liquidité (montant, taux, échéance,...) qu'elle reçoit des intervenants. Les conditions de ces opérations peuvent être renégociées entre les détenteurs de Bons du Trésor et des BBCM et les offreurs de liquidité,
- 2- Les opérations sur bons du trésor et sur les BBCM doivent obligatoirement se dénouer à la Banque Centrale conformément au principe de règlement/livraison. Le règlement/livraison signifie que le paiement du prix et la livraison des titres se font simultanément.
- 3- La BCM assure la centralisation de toutes les opérations sur ses titres BBCM et ceux émis par le trésor Public. Elle doit donc publier régulièrement pour chaque titre, les informations suivantes :
 - Taux maximum
 - Taux minimum
 - Taux moyen pondéré
 - Les offres (achat et ventes) non satisfaites

2- Opérations d'achats et ventes fermes de titres Bons du Trésor et des BBCM

Pour réaliser une opération de vente ou d'achat de titres sur le marché secondaire il est exigé que chaque intervenant envoie une notification à la BCM par courrier ou fax qui retrace les conditions de l'opération : sens de l'opération (achat ou vente), date de l'opération, la contrepartie, catégorie du titre (maturité, date d'échéance, montant nominal de l'opération montant net à régler).

Le service du marché monétaire doit vérifier la conformité des signatures, l'existence de provision sur le compte espèce et sur le compte titres et la concordance des informations établies sur les deux notifications. Lorsqu'il n'y a pas d'irrégularités, l'opération doit être exécutée à la date de valeur mentionnée. En cas de non concordance entre les éléments fournis par les deux parties la BCM notifie le statut de l'anomalie à chacune des contreparties qui doit y apporter les corrections nécessaires pour l'exécution de son ordre. S'il y a un défaut dans la correction apportée, l'opération en question est annulée.

Le traitement se fait sur l'application informatique pour faire ressortir le prix des titres ainsi que la valeur nominale des titres à imputer sur les comptes correspondants ouverts à la BCM.

3- Opérations de pensions livrées de titres BT et BBCM

Définition : D'un point de vue juridique, il s'agit d'une opération par laquelle un intervenant sur le marché cède en pleine propriété à un autre, moyennant un prix convenu (qui est le taux de la pension), des valeurs qu'il lui livre. Le cédant et le cessionnaire s'engagent respectivement et irrévocablement, le premier à reprendre les valeurs, le second à les rétrocéder pour un prix et une date convenus.

La pension livrée est l'instrument juridique qui permet de sécuriser au mieux les opérations de prêt d'espèces, dès lors qu'il y a effectivement transfert de propriété des valeurs mises en pension. En effet, si l'emprunteur d'espèces est défaillant et ne rembourse pas son emprunt au prêteur, ce dernier garde les valeurs ainsi transférées pour couvrir la perte subie, et ce, sans avoir à mener de procédure judiciaire.

Pour ces opérations, les deux parties qui veulent nouer une opération sur le marché doivent impérativement cosigner, au préalable, une convention de pension livrée et une copie est envoyée systématiquement au service marché monétaire (modèle en annexe).

Pour la réalisation d'une opération de pension entre deux intervenants du marché secondaire, les deux parties doivent notifier à la BCM les conditions de l'opération : sens de l'opération (achat ou vente), taux, décote, date de l'opération, la contrepartie, catégorie du titre (maturité, date d'échéance, montant nominal de l'opération, montant net à régler).

Le service du marché monétaire doit vérifier la conformité des signatures, l'existence de provision sur le compte espèce et sur le compte titres, l'échéance des titres et celle de l'opération et la concordance des informations établies sur les deux notifications. Lorsqu'il n'y a pas d'irrégularité l'opération doit être exécutée à la date de valeur mentionnée. En cas de non concordance entre les éléments fournis par les deux parties la BCM notifie le statut de l'anomalie à chacune des contreparties qui doit y apporter les corrections nécessaires pour l'exécution des ordres nécessaires. S'il y a un défaut dans la correction apportée, l'opération en question est annulée.

Le traitement se fait sur l'application informatique pour faire ressortir le prix des titres ainsi la valeur nominale des titres à imputer sur les comptes correspondants ouverts à la BCM.

Si les titres ne sont pas rendus à la date d'échéance ou si le montant de la pension n'est pas remboursé à cette date, la BCM calcule des intérêts de retard et les débite automatiquement sur le compte de la partie défaillante au profit du bénéficiaire.

Le taux des intérêts de retard est égal au taux du guichet des prises en pension de la BCM majoré de 10 %.

Au delà de trois jours de retard, la pension livrée est arrêtée, le vendeur conserve les espèces et l'acheteur conserve les titres. En effet, lorsque le vendeur manque à son obligation de rembourser la pension, les titres restent acquis à l'acheteur; et lorsque l'acheteur manque à son obligation de rétrocéder les titres, le montant de la pension reste acquis au vendeur.

B- Marché secondaire des Certificats de dépôts et des Billets de Trésorerie

Les transactions sur le marché secondaire des Certificats de dépôts et des Billets de Trésorerie titres de créances négociables se font à travers les banques. Les intervenants sur ce marché doivent ouvrir des comptes courants de titres auprès de leurs banques. Le dénouement des opérations se fait de la manière suivante :

Premier cas : *Opération faisant intervenir deux clients de la même banque*

Chaque client passe un ordre écrit à sa banque en spécifiant la nature de l'opération (achat ou vente), le titre, l'échéance, le taux et le nominal. La banque renvoie une confirmation écrite à chaque client en reprenant les caractéristique de l'opération et en précisant le montant à régler et les commissions éventuelles. La banque exécute l'opération sur les compte titres et espèces des clients le même jour.

Deuxième cas : *Opération faisant intervenir deux clients de deux banques différentes*

Chaque client passe un ordre écrit à sa banque en spécifiant la nature de l'opération (achat ou vente), le titre, l'échéance, le taux et le nominal.

Chaque banque vérifie la faisabilité de l'opération auprès de l'autre.

Chaque banque renvoie une confirmation écrite à son client en reprenant les caractéristique de l'opération et en précisant le montant à régler et les commissions éventuelles.

Chaque banque envoie un ordre de transfert correspondant à l'opération en question à la Banque Centrale le même jour.

La Banque Centrale vérifie la concordance des ordres de transferts envoyés par les deux banques et informe les banques en cas d'anomalie, pour correction.

La Banque Centrale dénoue l'opération entre les deux banques dans le même jour où l'appariement des ordres est observé.

Chaque banque exécute l'opération correspondante sur les compte titres et espèces de son client en jour J.

La BCM doit donc publier régulièrement, par un moyen d'information approprié, pour chaque titre et sur la base des informations quotidiennes et hebdomadaires, les informations suivantes :

- Taux maximum
- Taux minimum
- Taux moyen pondéré
- Les offres (achat et ventes) non satisfaites

III- le Marché Interbancaire

A- les opérations entre les banques primaires

Les échanges de liquidité entre les banques peuvent se réaliser avec ou sans garanties. Ces opérations doivent se dénouer à la BCM qui assure l'intermédiation de ce marché interbancaire. Elle ne prend aucune commission d'intermédiation sur ces opérations. Ces opérations sont passées sur les comptes prêts et emprunts ouverts sur les Livres de la BCM. Dans cette racine de compte, il est distingué s'il s'agit d'un prêt avec ou sans collatéral. Les numéros et le fonctionnement de ces comptes sont décrits par **une note de service relative au marché monétaire.**

1- les échanges de liquidité garantis

Le dénouement des opérations interbancaires doit obligatoirement s'effectuer à la BCM qui assure cette intermédiation. Les banques peuvent s'échanger de la liquidité par la mobilisation des titres de créances négociables déjà émis sur le marché primaire des titres.

La cession du titre peut prendre la forme d'une cession définitive (achat ou vente ferme de titre) comme elle peut aussi être temporaire à travers la signature préalable d'une convention de pension livrée contre titres de créances négociables dont **le modèle est en annexe 13.**

Une copie de cette convention cosignée doit être obligatoirement remise à la BCM, Direction du Refinancement et des Opérations Bancaires- service Marché Monétaire. Les procédures de ces opérations de cession sont décrites ci haut dans le fonctionnement du marché secondaire des titres de créances négociables.

S'il s'agit d'échange de liquidité contre des titres privés (certificats de dépôts des Banques et les Billets de Trésorerie), la banque centrale va mouvementer les comptes courants espèce sur la base des notifications des banques alors que les opérations sur les comptes titres seront exécutées le même jour par les banques.

2- les échanges de liquidité sans garantis

Les conditions de ces opérations sont négociées entre les deux banques en question et qui sont signataires d'une convention de cession de liquidité dont **le modèle est en annexe 14.** Deux copies de cette convention cosignée doivent être obligatoirement remises à la BCM. Les deux directions ampliatrices de cette convention sont la Direction du Refinancement et des Opérations Bancaires et la Direction de la Supervision Bancaire et Financier.

La Banque centrale détient sur ces livres des comptes de prêt et emprunt pour retracer ces opérations interbancaires. Pour l'exécution de l'opération, la BCM doit s'assurer de la conformité des ordres envoyés par les deux banques et elle ne prélève aucune commission d'intermédiation. A l'échéance, la BCM est mandatée par les banques d'effectuer l'opération de remboursement si la provision existe. En cas d'insuffisance de provision la BCM est tenue d'effectuer l'opération suivant les clauses de la convention de cession liquidité et conformément à la convention des défauts de paiements.

B- Les Interventions de la BCM sur le marché

1- Opérations à l'Initiative de la BCM

La BCM peut procéder à une nouvelle émission sur le marché primaire de titres BBCM pour éponger la liquidité comme elle peut également agir sur la liquidité par des interventions sur le marché secondaire des titres de créances négociables. Ces opérations concernent seulement les Banques.

a - Cas d'injection de la liquidité dans le système bancaire par achat ferme de titres ou par prise en pension de titres.

Seuls les Bons du trésor et les bons BCM peuvent faire l'objet d'opération d'achat ferme et/ou de prise en pension par la BCM. Cette opération peut se faire par adjudication, et dans ce cas la procédure d'adjudication (taux multiples, taux unique) choisie va être publiée dans le communiqué d'appel d'offre publié sur le site, comme elle peut se réaliser dans le cadre du gré à gré.

Le Comité de Politique Monétaire va évaluer la procédure la plus appropriée en fonction de l'analyse faite du contexte économique et financier. La BCM ouvrira sur ces livres un compte par banque pour chaque type de titre objet de transaction sur le marché secondaire. Les revenus de ces opérations de refinancement sont virés dans un compte produit de la BCM. Les écritures correspondant à ces opérations doivent obligatoirement obéir au système de règlement/livraison des titres.

b - Cas de retrait de la liquidité du système bancaire par vente ferme de titres ou par mise en pension de titres.

Seuls les Bons du Trésor et les bons BCM peuvent faire l'objet d'opération de vente ferme et/ ou de mise en pension par la BCM. Cette opération peut se faire par adjudication, et dans ce cas la procédure d'adjudication (taux multiples, taux unique) choisie va être publiée dans le communiqué d'appel d'offre publié sur le site, comme elle peut se réaliser dans le cadre du gré à gré.

Le Comité de Politique Monétaire va choisir la procédure la plus appropriée en fonction de l'appréciation faite du contexte économique et financier. La BCM ouvrira dans ses livres un compte par banque pour chaque type de titre objet de transaction sur le marché secondaire. Les intérêts payés dans le cadre de ces opérations de ponction de liquidité sont inscrits dans un compte de charge de la BCM. Les écritures correspondant à ces opérations doivent obligatoirement obéir au système de règlement/livraison des titres.

2- Opérations à l'Initiative des banques - Refinancement contre BT et BBCM -

L'opération de refinancement peut être effectuée à l'initiative des banques. La BCM n'accepte comme collatéral pour ce genre d'opération que les BT et les BBCM. Elles sont régies par le document de convention bilatérale de pension livrée contre Bons BCM et les Bons du Trésor dont le **modèle est en annexe 15**.

Le taux appliqué est celui du guichet de prise en pension contre BT et BBCM. Ce taux est celui décidé par le Conseil de politique monétaire et fixé par instruction du Gouverneur de la BCM. La BCM ouvrira dans ses livres un compte par banque pour les opérations de prise en pension à l'initiative des banques ainsi que le compte des produits générés par ce genre d'opération.

Pour ces opérations, la Banque demandeuse de liquidité envoie une notification suivant le modèle en Annexe à la convention bilatérale de pension livrée avec la BCM par fax ou courrier ; cette dernière notifie le même jour sa décision et procède à la passation de l'écriture. A l'échéance, les montants majorés des intérêts sont portés au débit du compte du bénéficiaire.

De son côté, le compte titre de la banque est mouvementé en conséquence de l'écriture passée sur son compte en espèce. La BCM peut toutefois refuser la conclusion d'une telle opération si elle juge que le système bancaire dans son ensemble ne souffre pas d'une pénurie de liquidités.



ANNEXES

Annexe 1 : Calcul des Intérêts

Annexe 2 : Calendrier semestriel d'adjudication d'émission des BTC

Annexe 3 : Calendrier Annuel d'adjudication d'émission des BTAN

Annexe 4 : Communiqué d'adjudication des BT

Annexe 5 : Convention de soumission aux BT

Annexe 6 : Modèle du communiqué du Résultat de l'adjudication des BT

Annexe 7 : Modèle du convention de Gestion compte courant de titre entre BCM et titulaire du compte

Annexe 8 : Communiqué d'adjudication des Bons BCM

Annexe 9 : Convention de soumission pour Bons BCM

Annexe 10 : Modèle de communiqué du Résultat de l'adjudication des BBCM

Annexe 11 : Modèle de dossier présenté par les émetteurs des Billets de Trésorerie

Annexe 12 : Modèle de convention entre Banque et Titulaire de comptes Titres

Annexe 13 : Modèle de convention Bilatérale relative aux pensions livrées contre titres de créances négociables

Annexe 14 : Modèle de convention de cession de liquidité à blanc

Annexe 15 : Modèle de convention Bilatérale relative aux pensions livrées contre Bons BCM et Bons du Trésor

ANNEXES

Annexe 1 : le calcul des Intérêts.

1)-Pour les titres dont la durée est inférieure à un an, les intérêts sont payables d'avance et calculés selon la formule suivante :

$$I = V_n * T_n * N / (36000 + T_n)$$

Avec :

I : montant des intérêts ;

V_n : montant du titre ;

T_n : taux d'intérêt ;

N : nombre de jours exact allant du jour du règlement de la souscription (inclu) au jour du remboursement (exclu).

2)-Pour les titres dont la durée est supérieure ou égale à un an, les intérêts sont payables d'avance et calculés selon la formule ci-après :

$$I = V_n * T_n * N / 36500$$

Avec :

I : montant des intérêts ;

V_n : montant du titre ;

T_n : taux d'intérêt ;

N : : nombre d'années en jours. L'année étant considérée comme 365 jours.

Annexe 2 : Calendrier semestriel d'adjudication d'émission des BTC**Avis au Public**

Le Trésorier informe le Public du calendrier prévisionnel d'émission de ses titres intitulés Bons du Trésor à court terme (BTC)

Calendrier Semestriel

Semestre n° 1 de 2007	Montant Nominal global Emis	Nombre d'Echéances
Adj en date de...		
Adj en date de ..		
Adj en date de ..		

Signature

Remarque : Le public sera informé de toute modification apportée à ce calendrier.

Annexe 3 : Calendrier Annuel d'adjudication d'émission des BTN**Avis au Public**

Le Trésorier informe le Public du calendrier prévisionnel d'émission de ses titres intitulés Bons du Trésor annuel (BTN)

Calendrier des BTN

Date d'adjudication	Montant Nominal global Emis	Nombre d'Echéances
Adj en date de...		
Adj en date de ..		
Adj en date de ..		

Signature

Remarque : Le public sera informé de toute modification apportée à ce calendrier.

Annexe 4 : communiqué d'adjudication des BT
REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE-

**BANQUE CENTRALE DE
MAURITANIE**

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES
FINANCES**

COMMUNIQUE

Le Mercredi en date de .. il sera procédé à l'émission, par voie adjudication, d'un montant global de Milliards d'ouguiyas de bons du Trésor à taux fixe et intérêts précomptés(ou postcomptés).

Les Montants **et/ou** échéances proposés sont les suivants :

- (X Milliards d'ouguiyas pour une) échéance de (nombre) semaines.
- (Y Milliards d'ouguiyas pour une) échéance de (nombre) semaines.
- (Z Milliards d'ouguiyas pour une) échéance de (nombre) semaines.

Les soumissions sont présentées, sous plis cachetés déposés au siège de la BCM à Nouakchott (**Direction du Refinancement et des Opérations Bancaires - service Marché Monétaire-**) contre remise d'un reçu, au plus tard à 15 Heures.

La date de règlement des montants adjugés est le vendredi en date de

Le Gouverneur de la Banque Centrale

**Le Ministre de L'Economie et des
Finances**

Annexe 5 : convention de soumission aux BT

CONVENTION RELATIVE A LA PARTICIPATION AUX SEANCES D'ADJUDICATION DE BONS DU TRESOR ORGANISEES PAR LA BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE

Entre :

Représenté(e) par :

dénommé(e) ci-après le soumissionnaire

et la Banque Centrale de Mauritanie agissant en tant que prestataire de service pour le compte de l'Etat

Représentée par : Le Directeur du Refinancement et des Opérations Bancaires

Titres émis par adjudication

Les titres émis par adjudication sont des bons du Trésor d'une valeur nominale unitaire de 1000. 000 d'ouguiyas. Ils peuvent être d'échéances inférieures ou égales à un an (BTC) ou supérieures à un an (BTA).

Plusieurs échéances différentes peuvent être proposées au cours d'une séance d'adjudication. Ces bons du Trésor sont inscrits en compte courant à la Banque Centrale de Mauritanie au nom des soumissionnaires et ils sont négociables de gré à gré.

Participants admis aux adjudications

Sont admis à présenter directement des soumissions aux adjudications portant sur des bons du Trésor toute personne morale ou physique de nationalité mauritanienne, titulaire d'un compte courant espèce dans une banque résidente en Mauritanie ou à la Banque Centrale de Mauritanie, et d'un compte courant de bons du Trésor à la Banque Centrale de Mauritanie, à l'exception des membres du comité de politique monétaire et budgétaire.

Annonce des caractéristiques de l'adjudication

Un calendrier semestriel pour les BTC et annuel pour les BTA des séances d'adjudication sont diffusés sur le site BCM et /ou par voie de presse au moins un mois avant les émissions ; ils précisent les dates d'adjudication et de règlement et, si possible, l'échéance des bons qui seront adjugés.

Les dates d'émission, les caractéristiques des titres émis, le montant global de ainsi que la date de règlement des titres adjugés, sont diffusés sur le site BCM et /ou par voie de presse au moins 24 heures à l'avance.

Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être formulées sur des fiches conformes au modèle figurant en annexe. Des exemplaires de ces fiches sont disponibles en permanence à la Direction chargée du Refinancement et des Opérations Bancaires de la Banque Centrale de Mauritanie. Les soumissionnaires (banques et entreprises) présentent des offres compétitives.

Elles doivent être insérées dans une enveloppe qui est fermée et revêtue des indications suivantes : libellé du bon du Trésor concerné, nom du soumissionnaire, nom et coordonnées (adresse, numéro de téléphone et de télécopieur) du (ou des) responsable(s) au(x)quel(s) la réponse aux soumissions doit être adressée.

Les enveloppes doivent être déposées au siège de la Banque Centrale de Mauritanie (Direction du Refinancement et des Opérations Bancaires, service du Marché Monétaire au plus tard le jour de l'adjudication à 15H. Un reçu est délivré au porteur.

Les soumissions présentées engagent de manière irrévocable les soumissionnaires. Toutefois, ils conservent la possibilité, jusqu'à l'heure limite de dépôt des soumissions, de supprimer ou de modifier leurs soumissions en reprenant une enveloppe déposée et, éventuellement, en la remplaçant par une autre enveloppe. Le reçu délivré au porteur du premier pli doit alors être impérativement restitué à la Banque Centrale de Mauritanie qui, selon le cas, procède à son annulation ou le remet au porteur du second pli.

Traitement des soumissions

Après ouverture des plis à la Banque Centrale de Mauritanie, les fiches de soumission sont vérifiées puis saisies sur ordinateur qui classe les soumissions compétitives dans l'ordre croissant des taux proposés et totalise les offres non compétitives. Des fiches de soumission incomplètes ou raturées, ou dont les rubriques ne sont pas correctement remplies, ne sont pas prises en compte.

Le tableau des soumissions ainsi classées est transmis au comité d'Adjudication des Bons du Trésor. Ce dernier fixe le prix limite de l'adjudication et la répartition du montant émis entre les échéances.

Toutes les soumissions faites à un taux inférieur au taux limite sont satisfaites. Les soumissions faites au taux limite sont retenues au prorata du montant de la tranche marginale (la tranche marginale est la partie servie du montant total demandé au taux limite). Les soumissions compétitives retenues sont servies au taux demandé.

Diffusion des résultats de l'adjudication

Au plus tard le lendemain de l'adjudication à 13 H, les soumissionnaires sont informés individuellement de la suite réservée à leur(s) soumission(s).

Par ailleurs, les principaux résultats de l'adjudication (montant nominal global des titres émis, prix limite, prix moyen pondéré ...) sont diffusés par voie de presse.

Règlement des soumissions retenues

Le règlement des bons souscrits a lieu le deuxième jour ouvré après le jour de l'adjudication. Ce jour là, la Banque Centrale de Mauritanie débite le compte espèce de la banque des soumissionnaires et crédite leur compte courant de bons du Trésor.

L'absence de provision au compte espèce à la date de règlement entraîne les conséquences suivantes :

- le compte courant de bons du Trésor du soumissionnaire n'est pas crédité tant que la provision au compte espèce n'est pas suffisante pour assurer la livraison complète des bons,
- la banque défaillante est passible d'une pénalité d'un montant égal à 0,1 % des bons souscrits,
- lorsque la provision devient disponible, la Banque Centrale de Mauritanie procède au règlement et prélève la pénalité sur le compte espèce de la banque ; elle verse le montant de la pénalité sur le compte espèce du Trésor.

Comptabilité des bons du Trésor chez les détenteurs et fiscalité applicable

Les détenteurs, qu'ils soient banque ou entreprise, doivent inscrire les bons du Trésor en compte, en distinguant le nominal (compte d'actif) et les intérêts (compte de recette) selon les règles comptables en vigueur.

Il n'existe pas de fiscalité spécifique appliquée aux bons du Trésor : les intérêts sont imposés au titre de l'impôt sur les revenus pour les banques et les entreprises.

Remboursement des bons du Trésor émis

Les bons du Trésor sont remboursés au pair (c'est à dire à leur valeur nominale) le jour de leur échéance sur le compte courant espèce de la banque du soumissionnaire.

Responsabilité

La responsabilité de la Banque Centrale de Mauritanie quant à l'organisation des séances d'adjudication de bons du Trésor est dégagée en cas de faits de guerre civile ou étrangère, grèves, émeutes ou mouvements populaires, conflits du travail, actes de malveillance, de sabotage ou de terrorisme ou, d'une manière générale, dans tous les cas de force majeure qui la mettraient dans l'impossibilité d'assurer sa prestation dans les conditions prévues.

En cas de litige, les documents produits par la Banque Centrale de Mauritanie font foi, de même que les fiches de soumission et autres documents émanant des soumissionnaires et conservés par elle pendant cinq ans.

Annexe

Fiche de soumission aux adjudications de bons du Trésor

A Nouakchott, le

A Nouakchott, le

Nom et qualité du représentant
du soumissionnaireNom et qualité du représentant de
la Banque Centrale de Mauritanie**EMISSION DE BONS DU TRESOR NEGOCIABLES**

Soumission à l'adjudication du :

Echéance :

Code du Titre :

Soumissionnaire :

Numéro de compte courant de bons du Trésor :

Numéro de compte courant espèces de la banque du soumissionnaire :

Taux proposé (avec un pas minimum de 0,02)	Montant nominal demandé (multiple de 1000 000 UM)

IMPORTANT

Etablir, de manière parfaitement lisible, une seule fiche par échéance de bon adjudgé. Sera rejetée toute fiche de soumission incomplète ou sur laquelle les rubriques n'auraient pas été correctement servies.

Date :

Nom et signature du représentant du soumissionnaire :

Annexe 6 : modèle du communiqué du Résultat de l'adjudication des BT

Communiqué

Echéances	Echéance 1	Echéance 2	Echéance n	GLOBAL
Montants proposés par les soumissionnaires				
Montants adjudés				
Fourchette de Taux proposés				
Taux moyens pondérés adjudés				
Prix moyens pondérés adjudés				
Taux moyens pondérés actuariels adjudés				

Taux minimum proposé
Taux maximum proposé
Taux maximum adjudé
Taux moyen pondéré adjudé global

Annexe 7 : modèle du convention de Gestion compte courant de titre entre BCM et titulaire du compte

CONVENTION DE GESTION COMPTE COURANT DE TITRES ENTRE BCM ET TITULAIRE DU COMPTE

Entre :

le titulaire du compte courant de titres N°

Représenté(e) par :

dénommé(e) ci-après le titulaire,

et la Banque Centrale de Mauritanie

Représentée par :

Il est convenu ce qui suit.

Les Titres sont gérés en compte courant sur les livres de la Banque Centrale. Ils sont négociables de gré à gré sur le marché secondaire par virement sur les comptes que cette dernière a ouverts au nom des titulaires. Ils circulent sous la seule forme au porteur. Ils sont identifiés par un code défini ultérieurement.

Opérations acceptées

Les opérations acceptées sont :

- Le règlement des titres émis
- L'achat et la vente des titres
- Le remboursement des titres

Modalités d'enregistrement des opérations d'émission des titres

Le règlement des titres a lieu le jour communiqué dans l'appel d'offre ou le jour ouvré suivant si le premier coïncide avec un jour férié. La BCM se charge, en fonction des résultats de l'adjudication, de procéder au règlement des titres émis, en movimentant directement les comptes courants des titres des soumissionnaires servis et leurs comptes courants espèces.

Modalités d'enregistrement des opérations du marché secondaire

Les titres peuvent faire l'objet de transactions aussi longtemps qu'ils ne sont pas arrivés à échéance et qu'ils sont disponibles. Le montant de la transaction doit être un multiple de la valeur nominale de ce titre.

Les conditions de l'opération (échéance traitée, montant nominal, montant à régler, taux, date de valeur) sont librement négociées par les contreparties.

Les deux contreparties (l'acheteur et le vendeur) envoient chacune de leur côté, par télécopie ou par porteur, à la DROB, une notification décrivant les caractéristiques de l'opération.

Relevés de compte courant des titres

La BCM établit, à la fin de chaque mois, un relevé des soldes des différentes lignes des titres inscrits en compte, ainsi qu'un relevé de l'ensemble des opérations qui ont mouvementé le compte durant le mois ; elle les tient à la disposition des titulaires.

Fermeture du compte courant des titres

A tout moment, la BCM, comme le titulaire, a le droit, par lettre recommandée avec accusé de réception, de mettre fin au compte sans avoir à faire connaître les motifs de cette décision.

A Nouakchott, le

Nom et qualité du représentant de
la Banque Centrale de Mauritanie

Signature autorisée

A Nouakchott, le

Nom et qualité du représentant
du titulaire

Signature autorisée

Annexe 8 : Communiqué d'adjudication des Bons BCM**COMMUNIQUE**

Le en date de .. il sera procédé à l'émission, par voie adjudication (par taux proposé et/ou par montant) , d'un montant global de Milliards d'ouguiyas de bons BCM à taux fixe et intérêts précomptés.

Les Montants **et/ou** échéances proposés sont les suivants :

- (X Milliards d'ouguiyas pour une) échéance de (nombre) semaines.
- (Y Milliards d'ouguiyas pour une) échéance de (nombre) semaines.
- (Z Milliards d'ouguiyas pour une) échéance de (nombre) semaines.

Les soumissions sont présentées, sous plis cachetés déposés au siège de la BCM à Nouakchott (**Direction du Refinancement et des Opérations Bancaires - service Marché Monétaire-**) contre remise d'un reçu, au plus tard à XX Heures.

La date de règlement des montants adjudgés est le

Le Gouverneur de la Banque Centrale

Annexe 9 : convention de soumission pour Bons BCM

CONVENTION RELATIVE A LA PARTICIPATION AUX SEANCES D'ADJUDICATION DE BONS BCM

Entre :

Représenté(e) par :

dénommé(e) ci-après le soumissionnaire

et la Banque Centrale de Mauritanie

Représentée par : Le directeur du Refinancement et des Opérations Bancaires

Titres émis par adjudication

Les titres émis par adjudication sont des Bons émis par la Banque Centrale de Mauritanie d'une valeur nominale unitaire de 10.000.000 d'ouguiya. Ils sont d'échéances inférieures à un an et à intérêts précomptés.

Plusieurs échéances différentes peuvent être proposées au cours d'une séance d'adjudication. Ces bons BCM sont inscrits en compte courant à la Banque Centrale de Mauritanie au nom des soumissionnaires et ils sont négociables de gré à gré.

Participants admis aux adjudications

Sont admis à présenter directement des soumissions aux adjudications portant sur des bons BCM seulement les banques résidentes en Mauritanie titulaires d'un compte courant espèce, et d'un compte courant de bons BCM à la Banque Centrale de Mauritanie.

Annnonce des caractéristiques de l'adjudication

Les dates d'émission, les caractéristiques des titres émis, le montant global de ainsi que la date de règlement des titres adjugés, sont diffusés sur le site BCM et /ou par voie de presse au moins 24 heures à l'avance.

Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être formulées sur des fiches conformes au modèle figurant en annexe. Des exemplaires de ces fiches sont disponibles en permanence à la Direction du Refinancement de la Banque Centrale de Mauritanie.

Chaque soumissionnaire doit être insérée dans une enveloppe qui est fermée et revêtue des indications suivantes : libellé du bon BCM, nom du soumissionnaire, nom et coordonnées (adresse, numéro de téléphone et de télécopieur) du (ou des) responsable(s) au(x)quel(s) la réponse aux soumissions doit être adressée.

Les enveloppes doivent être déposées au siège de la Banque Centrale de Mauritanie (Direction du Refinancement et des Opérations Bancaires, service du Marché Monétaire au plus tard le jour de l'adjudication à XXH. Un reçu est délivré au porteur.

Les soumissions présentées engagent de manière irrévocable les soumissionnaires. Toutefois, ils conservent la possibilité, jusqu'à l'heure limite de dépôt des soumissions, de supprimer ou de modifier leurs soumissions en reprenant une enveloppe déposée et, éventuellement, en la remplaçant par une autre enveloppe. Le reçu délivré au porteur du premier pli doit alors être impérativement restitué à la Banque Centrale de Mauritanie qui, selon le cas, procède à son annulation ou le remet au porteur du second pli.

Traitement des soumissions

Après ouverture des plis à la Banque Centrale de Mauritanie, les fiches de soumission sont vérifiées puis saisies sur ordinateur qui classe les soumissions compétitives dans l'ordre croissant des taux proposés et totalise les offres non compétitives.

Des fiches de soumission incomplètes ou raturées, ou dont les rubriques ne sont pas correctement remplies, ne sont pas prises en compte.

Le tableau des soumissions ainsi classées est transmis au comité d'Adjudication des Bons BCM. Ce dernier fixe le prix limite de l'adjudication et la répartition du montant émis entre les échéances.

Toutes les soumissions faites à un taux inférieur au taux limite sont satisfaites. Les soumissions faites au taux limite sont retenues au prorata du montant de la tranche marginale (la tranche marginale est la partie servie du montant total demandé au taux limite). Les soumissions compétitives retenues sont servies au taux demandé.

Diffusion des résultats de l'adjudication

Au plus tard le lendemain de l'adjudication à 10 H, les soumissionnaires sont informés individuellement de la suite réservée à leur(s) soumission(s).

Par ailleurs, les principaux résultats de l'adjudication (montant nominal global des titres émis, prix limite, prix moyen pondéré ...) sont diffusés par voie de communication appropriée.

Règlement des soumissions retenues

Le règlement des bons souscrits a lieu le à la date communiquée à l'appel d'offre ou le jour ouvré suivant s'il y a une coïncidence avec un jour férié. Ce jour là, la Banque Centrale de Mauritanie débite le compte espèce de la banque des soumissionnaires et crédite son compte Bilan d'émission des titres Bons BCM.

L'absence de provision au compte espèce à la date de règlement entraîne les conséquences suivantes :

- le compte Emission bons BCM du soumissionnaire n'est pas crédité tant que la provision au compte espèce n'est pas suffisante pour assurer la livraison complète des bons,
- la banque défaillante est passible d'une pénalité d'un montant égal à 0,1 % des bons souscrits,
- lorsque la provision devient disponible, la Banque Centrale de Mauritanie procède au règlement et prélève la pénalité sur le compte espèce de la banque ; elle verse le montant de la pénalité sur le compte produits exceptionnels à la BCM.

Comptabilité des bons BCM chez les détenteurs et fiscalité applicable

Les détenteurs, qu'ils soient banque ou entreprise, doivent inscrire les bons BCM en compte, en distinguant le nominal (compte d'actif) et les intérêts (compte de recette) selon les règles comptables en vigueur.

Il n'existe pas de fiscalité spécifique appliquée aux bons BCM : les intérêts sont imposés au titre de l'impôt sur les revenus pour les banques.

Remboursement des bons BCM émis

Les bons BCM sont remboursés au pair (c'est à dire à leur valeur nominale) le jour de leur échéance sur le compte courant espèce de la banque du soumissionnaire.

Responsabilité

En cas de litige, les documents produits par la Banque Centrale de Mauritanie font foi, de même que les fiches de soumission et autres documents émanant des soumissionnaires et conservés par elle pendant cinq ans.

Annexe
Fiche de soumission aux adjudications de bons BCM

**Nom et qualité du représentant de la
Banque Centrale de Mauritanie :**

Nom et qualité du représentant du soumissionnaire

EMISSION DE BONS BCM NEGOCIABLES

Soumission à l'adjudication du :

Echéance :

Code du Titre :

Soumissionnaire :

Numéro de compte courant de bons BCM :

Numéro de compte courant espèces de la banque :

Taux proposé (avec un pas minimum de 0,02)	Montant nominal demandé (multiple de 10.000.000 UM)

IMPORTANT

Etablir, de manière parfaitement lisible, une seule fiche par échéance de bon adjudgé. Sera rejetée toute fiche de soumission incomplète ou sur laquelle les rubriques n'auraient pas été correctement servies.

Date :

Nom et signature du représentant du soumissionnaire :

**Annexe 10 :
Modèle de communiqué du Résultat de l'adjudication des BBCM**

Communiqué

Echéances	Echéance 1	Echéance 2	Echéance n	GLOBAL
Montants proposés par les soumissionnaires				
Montants adjudés				
Taux proposés (ou taux unique)				
Taux moyens pondérés adjudés				

**Annexe 11 :
Modèle de dossier présenté par les émetteurs des Billets de Trésorerie**

**MODELE TYPE DU DOSSIER D'INFORMATIONS EXIGE
DES EMETTEURS DE BILLETS DE TRESORERIE**

**1 - RESPONSABLES DU DOSSIER D'INFORMATIONS ET DU CONTROLE DES
COMPTES**

L'objet de cette partie est d'engager la responsabilité morale du président directeur général de l'émetteur, du commissaire aux comptes, et de l'organisme conseil.

1.1 - Le Président Directeur Général

A notre connaissance, les données du présent dossier d'informations sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de (*dénomination de l'émetteur*). Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

(Signature)

**1.2 - Les Commissaires aux comptes (ou l'expert comptable pour les
Établissements publics)**

Nous avons procédé à la vérification des informations financières et comptables données dans le présent dossier d'informations en effectuant les diligences généralement admises et compte tenu des dispositions réglementaires en vigueur. Les comptes sociaux clos le ... , le ... , le ... (*les trois derniers exercices*) ont fait l'objet de vérifications par nos soins.

La sincérité des informations financières et comptables présentées n'appelle de notre part aucune observation. *Dans le cas contraire, formuler toute réserve ou remarque susceptible d'influencer les investisseurs potentiels et portant, à titre d'exemple, sur le changement de méthodes comptables et les limites de la revue des comptes.*

(Signature)

1.3 - L'organisme conseil (le cas échéant)

Le présent dossier d'informations a été préparé par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'il contient. Les informations proviennent de ... (*source*).

L'opération, objet du présent dossier d'informations, est conforme aux dispositions de la loi n° xxxx relative à l'émission des billets de trésorerie ainsi qu'aux procédures et règles de la législation mauritanienne.

(Signature)

2 - INFORMATIONS GENERALES RELATIVES A L'EMETTEUR ET A SON ACTIVITE

Cette partie s'intéresse à la description de l'émetteur et de son activité

2.1 - L'émetteur

- 2.1.1- Dénomination, adresse du siège social et du siège administratif si celui-ci est Différent du siège social ;
- 2.1.2- Date de constitution ou de création, le cas échéant ;
- 2.1.3- Objet social résumé ;
- 2.1.4- Numéro d'inscription au registre du commerce, le cas échéant ;
- 2.1.5- Forme juridique ;
- 2.1.6- Tribunaux compétents ;
- 2.1.7- Noms, prénoms et adresses personnelles des principaux dirigeants ;
- 2.1.8- Répartition du capital avec indication des noms, prénoms et adresses personnelles (ou dénomination et adresse sociale) des actionnaires détenant une participation égale ou supérieure à 5% du capital, le cas échéant.

2.2 - Activité de l'émetteur

Décrire, pour l'émetteur, les principales activités avec mention des principales catégories de produits fabriqués ou commercialisés et/ou des services rendus. La répartition du chiffre d'affaires par branches d'activité, avec une comparaison avec les deux derniers exercices, devra être mentionnée.

3 - INFORMATIONS RELATIVES A LA SITUATION FINANCIERE ET ECONOMIQUE DE L'EMETTEUR

3.1 - Situation provisoire et perspectives d'évolution

- 3.1.1- Présenter le bilan et le compte de produits et charges provisoires si la date de clôture du dernier exercice date de plus de six mois à compter du jour du dépôt du dossier d'informations. Dans ce cas, la date de clôture des états provisoires ne doit pas être antérieure de plus de deux mois à la date de dépôt du dossier d'informations.
- 3.1.2- Analyser les perspectives d'évolution de l'activité de l'émetteur ainsi que les résultats pour la fin de l'exercice en cours avec une indication des prévisions du chiffre d'affaires, du résultat d'exploitation et du résultat net.

3.2 - Faits exceptionnels et litiges

Indiquer s'il existe des faits exceptionnels ou des affaires contentieuses susceptibles d'affecter de façon significative les résultats, la situation financière et l'activité de l'émetteur.

4 - INFORMATIONS RELATIVES AU PROGRAMME D'EMISSION

Cette partie doit contenir les éléments d'information suivants :

- 4.1- L'objet du programme d'émission ;
- 4.2- Les caractéristiques des billets de trésorerie que l'émetteur se propose d'émettre avec indication notamment des maturités et des modes de rémunération envisagés (intérêts précomptés ou post comptés) ;
- 4.3- Le mode de placement envisagé et, s'il y a lieu, indication des établissements qui seront chargés du placement des billets de trésorerie ;
- 4.4- Le ou les établissements domiciliataires ;
- 4.5- Le cas échéant, dénomination et adresse sociale de la banque ayant accordé sa garantie ainsi qu'une copie certifiée conforme de la lettre de garantie dûment signée par cette banque ;
- 4.6- Le plafond de l'encours des billets de trésorerie prévu par année ;

5 - ETATS ET RAPPORTS FINANCIERS

5.1 - Les états financiers

Pour les sociétés émettrices des billets de trésorerie, présenter les états de synthèse annuels afférents aux trois derniers exercices comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement ainsi que les éléments de l'état des informations complémentaires suivants :

- Le tableau des provisions,
- Le tableau des créances,
- Le tableau des dettes,
- Le tableau des sûretés réelles données ou reçues,
- Le tableau des engagements financiers reçus ou donnés hors opérations crédit-bail.

Les états ci-dessus doivent être présentés et détaillés selon le modèle normal prévu par le plan comptable général mauritanien.

5.2 - Rapports financiers

Cette partie doit comporter les rapports du conseil d'administration ou de l'organe qui en tient lieu, relatifs aux trois derniers exercices. Elle contient également les rapports établis par les commissaires aux comptes ou par un expert comptable inscrit à l'ordre des experts comptables mauritaniens, lorsqu'il s'agit d'un établissement public, et ce pour les trois derniers exercices.

**Annexe 12 :
Modèle de convention entre Banque et Titulaire de comptes Titres**

Convention de tenue de compte titres

Entre le titulaire du compte courant de titres N°

Représenté(e) par :

Dénommé ci-après titulaire,

Et la Banque

Représentée par :

Il a été convenu ce qui suit :

A – Ouverture de compte

Le compte titre peut est un compte individuel. Les titres sont dématérialisés. Le compte titre peut être ouvert et fonctionner sur la signature du titulaire. Pour toute ouverture, le titulaire doit fournir à la banque une copie de sa carte d'identité ou de son passeport, ainsi qu'un justificatif d'adresse.

B – Obligations du titulaire

Le titulaire de compte s'engage à ne donner d'ordre qu'à sa Banque, ici désignée comme le gérant de son compte titres. Le titulaire doit faire parvenir son ordre à la Banque avant le délai qui sera fixé en fonction des séances du marché monétaire arrêtées par la BCM.

Cet ordre doit indiquer de manière claire, la nature et l'échéance des titres ainsi que le sens de l'opération (achat ou vente). Le titulaire s'engage à disponibiliser la provision nécessaire à l'exécution des ordres reçus par la Banque.

C – Obligation de la Banque

La Banque s'engage à prendre toutes les dispositions pour qu'à aucun moment les titres et les fonds appartenant à sa clientèle ne puissent servir de garantie à la bonne fin des engagements qu'elle aurait contractés pour son propre compte. Pour cela, une distinction sera opérée entre les comptes de titres appartenant à ses clients et ceux qui lui appartiennent en propre. Ces comptes seront tenus à l'aide d'une comptabilité matière. En plus de la comptabilité matière, la Banque, tiendra, par ordre chronologique, un journal comptable des opérations affectant le compte courant du titulaire.

D – Fonctionnement du compte titres et du compte courant rattaché

1 – Les titres inscrits en compte

Les titres en compte ne peuvent faire l'objet d'une utilisation par la Banque, sauf accord du titulaire donné dans le cadre de la présente convention ou par convention spécifique.

Les titres dématérialisés sont inscrits en compte et peuvent revêtir soit la forme au porteur. Ils se transmettent par mouvement de compte à compte.

Une description détaillée des titres inscrits indiquera la nature, le nominal, le taux, l'échéance et l'émetteur de ceux-ci.

5 – Les incidents de fonctionnement

** Découvert en compte titre :*

Aucun découvert en compte titre n'est autorisé. Au cas où une instruction d'un titulaire entraînerait la livraison d'une quantité de titre supérieure à son avoir, le titulaire sera redevable à la Banque du montant du rachat des titres effectué par la Banque pour couvrir l'insuffisance de provision ainsi que tous les frais, commissions, impôts et intérêts générés par ce rachat.

- **Insuffisance de provisions titres ou espèces :**

- **Défaillance du Titulaire**

Il y a défaillance en espèce lorsque la provision, constituée par le solde créditeur du compte courant du titulaire ou par tout autre moyen convenu entre la Banque et le titulaire, n'est pas suffisante pour couvrir le montant des engagements du titulaire. Il y a défaillance en titres lorsque la quantité des titres disponibles comptabilisés au compte client est inférieure au nombre des titres à livrer.

En cas de défaillance du titulaire, la Banque, peut se substituer à lui pour assurer l'exécution de l'instruction : elle procède au dénouement de l'opération par livraison ou réception des titres contre règlement d'espèces. La Banque acquiert alors de plein droit la pleine propriété des titres ou des espèces reçus de la contrepartie :

- Sous déduction de la fraction prélevée sur le compte courant ou le compte de titres du titulaire ;
- Le titulaire est redevable des frais et débours engagés par la Banque en raison de sa défaillance.

Les titres et espèces remis à tout système de règlement interbancaire sont transférés en pleine propriété à la Banque, à titre de garantie du règlement des sommes dues ou des titres à livrer par le titulaire. Le titulaire ne devient propriétaire des titres ou des espèces qu'à compter du moment où la contrepartie peut être débitée à son compte courant ou à son compte titre selon le cas.

- **Défaillance de la contrepartie**

Lorsque les titres achetés sur un marché réglementé en exécution de l'instruction du titulaire ne sont pas crédités au compte de titres de la Banque à la date et dans les conditions résultant des règles en vigueur, le transfert de propriété est résolu de plein droit. La Banque débite alors le compte de titres du titulaire des titres comptabilisés non livrés et crédite son compte courant du montant de l'indemnisation décidée par l'autorité de tutelle ou de marché compétente, ou à défaut du prix de l'achat résolu.

- Livraisons de titres ou espèces

Pour tout titre ou espèces à recevoir, la Banque ne peut être responsable des délais ou incidents liés à une erreur commise par le tiers chargé de lui livrer les titres et les espèces, ou commise par le titulaire lors de son instruction.

E – Information au Titulaire

Un relevé détaillé des opérations affectant le compte titres sera envoyé au titulaire, selon une périodicité à convenir.

Par ailleurs, une attestation, mentionnant le nombre de titres acquis et leurs caractéristiques ainsi que tous les justificatifs de toute écriture sur le compte, sera fournie au moins une fois par trimestre.

F – Information à la BCM

La Banque s'engage à envoyer à la BCM ainsi qu'aux émetteurs les noms et les spécimens de signature des personnes habilitées à signer les attestations délivrées, à la demande des titulaires, relatives aux nombres de titres acquis ainsi que leurs caractéristiques.

La Banque s'engage à fournir à la DROB chaque lundi avant 17 heures des états relatifs aux souscriptions et aux transactions sur le marché secondaire des titres inscrits en compte ainsi qu'aux rachats de la semaine précédente.

G – Tarification

Les principaux services et opérations faisant l'objet d'une facturation fixe ou proportionnelle figurent dans la brochure intitulée « conditions appliquées ». Cette brochure, remise au titulaire lors de la signature de la présente convention, est révisée périodiquement pour intégrer les modifications de tarif.

Le titulaire est informé de la mise à jour de cette brochure. Passé un délai de **30 jours**, la poursuite de la relation de compte par le titulaire ou son silence vaut accord de celui-ci sur l'application des nouvelles conditions.

H – Modifications des conditions générales

Toute mesure législative ou réglementaire, qui aurait pour effet de modifier tout ou partie de la présente convention, est applicable dès son entrée en vigueur.

Cette convention peut par ailleurs évoluer et nécessiter certaines modifications substantielles. Dans ce cas, la Banque avertit périodiquement le titulaire des modifications apportées à la convention.

Le titulaire dispose alors d'un délai de **90 jours** à compter de la notification de la modification pour refuser celle-ci et dénoncer la convention, par lettre recommandée ou lettre signée remise en mains propres contre reçu. En l'absence de dénonciation par le titulaire dans le délai susvisé, la ou les modifications sont considérées à son égard comme définitivement approuvées.

I - Secret bancaire

Conformément à la réglementation en vigueur, la banque est soumise au secret professionnel. Toutefois, ce secret peut être levé à la demande expresse du titulaire au bénéfice exclusif des personnes qu'il désignera par écrit, ou, conformément à la loi, à la demande des autorités de tutelle, de l'administration fiscale ou douanière, ainsi qu'à celle du juge pénal.

De plus, en raison des dispositions pénales sanctionnant le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, il est fait obligation de la Banque de s'informer auprès du titulaire pour les opérations qui lui apparaîtront comme inhabituelles en raison notamment de leur modalités, de leurs montants ou de leur caractère exceptionnel au regard de celles traitées jusqu'alors par le titulaire.

J – Clôture du compte de titres

La convention de compte de titres est conclue pour une durée indéterminée. La clôture du compte courant auquel le compte de titres est rattaché entraîne nécessairement celle du compte titres et le cas échéant la révocation du mandat d'administration des titres nominatifs inscrits en compte. La Banque sollicite les instructions du titulaire pour le virement des titres en vue de la clôture corrélative du compte de titres.

Dès la clôture du compte de titres la Banque transfère les titres au teneur de compte désigné par le titulaire, sous réserve d'instructions en cours, du respect des délais réglementaires et d'usage en vigueur.

- Clôture à l'initiative de la Banque :

La Banque se réserve le droit de clôturer le compte de titres moyennant un préavis de **60** jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

- Clôture à l'initiative du titulaire

Le compte de titres est clôturé dès réception par la Banque de la demande écrite du titulaire.

- Décès du titulaire

Le décès d'un titulaire d'un compte de titre n'entraîne pas la clôture du compte mais seulement son blocage. La clôture intervient à l'issue des opérations de liquidation de la succession.

Annexe 13 :
Modèle de convention Bilatérale relative aux pensions
livrées contre titres de créances négociables

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE
Honneur – Fraternité – Justice
BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE

CONVENTION BILATERALE RELATIVE AUX OPERATIONS DE
PENSIONS LIVREES CONTRE TITRES DE CREANCES NEGOCIABLES

Entre les soussignés :

La **BANQUE X** dont le siège se trouve à Nouakchott
 Représentée par :
 d'une part

Et la **BANQUE Y** :
 dont le siège se trouve à Nouakchott
 Représentée par :
 d'autre part :

Au vu de la circulaire N° /GR/2007 du jj/mm/2007, la pension livrée devient le support principal des opérations de prêts et d'emprunts d'espèces entre la Banque Centrale et Banques Primaires et, également, entre ces dernières et les Etablissements Financiers.

La présente convention bilatérale a pour objet de constituer le cadre des opérations de pensions livrées contre Titres de créances négociables entre la **BANQUE X** et la **BANQUE X**.

De même, lorsque deux parties (banque ou établissement financier) souhaitent conclure des pensions livrées, ils doivent avoir cosignées un exemplaire de la convention et en avoir donné copie à la Banque Centrale. Celle-ci n'apporte pas sa garantie aux opérations et ne saurait se substituer aux défaillants éventuels. En outre chaque contrepartie doit disposer d'un compte courant espèce et d'un compte courant titre sur les livres de la Banque Centrale.

Le mécanisme technique et juridique relatif à cette convention bilatérale est défini ci-après:

I - Définitions

1 - La pension livrée est l'opération par laquelle une banque (ou la banque centrale) vend, moyennant un prix convenu, des Titres de créances négociables et par laquelle le vendeur et l'acheteur s'engagent respectivement et irrévocablement, le premier à reprendre, à une date convenue, les Titres de créances négociables, le second à les revendre au même prix, augmenté des intérêts de la pension.

2 - La date de mise en place est la date de commencement d'une pension, à laquelle les Titres de créances négociables mis en pension sont vendus au prix de la pension.

3 - La date d'échéance d'une pension est la date à laquelle les Titres de créances négociables mis en pension sont rendus au vendeur moyennant le remboursement du prix de pension et le paiement des intérêts à l'acheteur, telle que fixée lors de la conclusion de la pension.

4 - Le prix de la pension est, pour une pension déterminée, le montant versé par l'acheteur à la date de mise en place, en contrepartie de la livraison par le vendeur des Titres de créances négociables mis en pension.

5 - La décote est, pour une pension déterminée, la marge convenue entre les parties, permettant de déterminer la valeur nominale des Titres de créances négociables mis en pension à partir du prix de la pension, pour se prémunir contre une éventuelle dépréciation des Titres de créances négociables durant la durée de la pension.

6 - Les intérêts de la pension sont versés à la date d'échéance. Ces intérêts sont calculés suivant la méthode des intérêts simples sur une base de 360 jours, au taux d'intérêt convenu entre les parties lors de la conclusion de la pension.

II - Conclusion des pensions livrées

1 - La conclusion de chaque pension devra être suivie d'un échange de confirmations par lettre, télex, télécopie entre les parties. Le document de confirmation doit reprendre l'ensemble des caractéristiques spécifiques de la pension (voir modèle de confirmation en annexe, faisant partie intégrante de la convention).

2 - Une pension ne peut pas porter sur des Titres de créances négociables venant à échéance pendant la durée de la pension.

3 - La valeur nominale des Titres de créances négociables mis en pension doit couvrir le prix de la pension majoré de la décote.

III - Vente et restitution des Titres de créances négociables

A la date de mise en place, le vendeur fera livrer à l'acheteur, par transfert en comptes-courants titre sur les livres de la BCM, les Titres de créances négociables mis en pension, contre règlement, par celui-ci, du prix de la pension.

A la date d'échéance, l'acheteur fera restituer au vendeur, par transfert en comptes-courants titre sur les livres de la BCM, les Titres de créances négociables mis en pension contre remboursement du prix de la pension et règlement des intérêts.

Chaque partie doit communiquer à la BCM un bordereau de notification de cette pension livrée au plus tard avant 16 H le jour de sa mise en place (voir modèle de bordereau de notification en annexe, faisant partie intégrante de la convention). Sur la base de ces bordereaux et après vérification de leur concordance (appariement), la BCM peut procéder à l'enregistrement de l'opération.

Toute livraison de Titres de créances négociables s'effectue de façon à ce que le destinataire ait la pleine propriété des Titres de créances négociables livrés ; la pension devient opposable aux tiers dès la date de mise en place. Toutefois les Titres de créances négociables pris en pension livrée sont virés sur un sous-compte spécifique de l'acheteur où ils demeureront indisponibles jusqu'à la date d'échéance.

IV - Retard de paiement ou de livraison

1 - Retards de paiement ou de livraison à la date de mise en place

En cas de paiement avec retard du prix de la pension, la pension sera maintenue sans changement même si les Titres de créances négociables n'ont pas été livrés à bonne date par le vendeur du fait du retard du paiement. L'acheteur s'oblige à verser, en plus du prix de la pension, des intérêts de retard qui seront dus sans délai, de plein droit et sans mise en demeure préalable, et seront calculés sur le prix de la pension, de la date de mise en place (incluse) jusqu'à la date du paiement effectif (exclue).

En cas de livraison avec retard des Titres de créances négociables mis en pension, la pension sera maintenue sans changement, même si le prix de la pension n'a pas été versé à bonne date par l'acheteur du fait de la non livraison des Titres de créances négociables. Si toutefois, le prix de la pension a été versé au vendeur, celui-ci doit alors, en plus de la livraison des Titres de créances négociables, verser des intérêts de retard qui seront dus sans délai, de plein droit et sans mise en demeure préalable, et seront calculés sur le prix de la pension, de la date de mise en place, de la date de son versement (incluse) jusqu'à la date de livraison effective des Titres de créances négociables mis en pension (exclue).

2 - Retards de paiement ou de livraison à la date d'échéance

En cas de remboursement avec retard de la pension, les intérêts de la pension seront recalculés en tenant compte de la durée supplémentaire de l'opération de pension. En outre, le vendeur doit verser des intérêts de retard qui seront dus sans délai, de plein droit et sans mise en demeure préalable, et seront calculés sur le prix de la pension augmenté des intérêts recalculés, de la date de rétrocession telle que prévue initialement (incluse) jusqu'à la date de son paiement effectif (exclue).

En cas de rétrocession avec retard des Titres de créances négociables mis en pension et si la pension n'a pas été remboursée à bonne date du fait de la non rétrocession effective des Titres de créances négociables, les intérêts ne seront pas modifiés : à la date de rétrocession effective des Titres de créances négociables mis en pension, le vendeur versera le prix de la pension augmenté des intérêts prévus initialement. Si la pension a été remboursée à l'acheteur, celui-ci devra verser des intérêts de retard calculés à un taux d'intérêt égal à la somme du taux de la pension et du taux de retard, qui seront dus sans délai, de plein droit et sans mise en demeure préalable, de la date de son versement (incluse) jusqu'à la date de rétrocession effective des Titres de créances négociables mis en pension.

3 - Taux des intérêts de retard

Le taux des intérêts de retard est égal au taux du guichet des prises en pension de la BCM majoré de 10 %. La BCM est chargée de prélever automatiquement sur le compte du

défaillant les intérêts de retard au profit du bénéficiaire dès lors que la provision est disponible.

V - Résiliation des opérations de pension en cas de défaillance

L'une des parties est considérée comme défaillante dans les cas suivants :

1 - inexécution d'une des dispositions de la présente convention ou des modalités d'une opération de pension à laquelle il n'aurait pas été remédié dans un délai de 3 jours ouvrés à compter de la notification de l'anomalie à la partie défaillante,

2 - cessation de fait d'activité, ouverture d'une procédure de liquidation ou de toute autre procédure équivalente.

La survenance d'un cas de défaillance donne à la partie non défaillante le droit, sur simple notification adressée à la partie défaillante, de suspendre l'exécution de ses obligations de paiement et de livraison et de résilier l'ensemble des pensions en cours entre les parties. Cette notification précisera le cas de défaillance invoqué ainsi que la date de résiliation retenue.

Lorsque le vendeur manque à son obligation de rembourser la pension, les Titres de créances négociables restent acquis à l'acheteur; et lorsque l'acheteur manque à son obligation de rétrocéder les Titres de créances négociables, le montant de la pension reste acquis au vendeur.

VI - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle pourra être dénoncée à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception ; la dénonciation prendra effet à l'expiration d'un délai de 5 jours ouvrés suivant sa réception. Les opérations effectuées avant la date d'expiration et non dénouées à cette date restent soumises aux dispositions de la convention.

VII - Aspects comptables

La rémunération de l'acheteur constitue un revenu de créance, traité sur le plan comptable comme des intérêts.

La pension entraîne chez le vendeur le maintien à l'actif des Titres de créances négociables mis en pension, ainsi que l'inscription au passif du bilan de sa dette vis-à-vis de l'acheteur. Ces Titres de créances négociables sont individualisés à une rubrique spécifique dans la comptabilité du vendeur.

Les Titres de créances négociables reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan de l'acheteur ; celui-ci enregistre à l'actif de son bilan le montant de sa créance sur le vendeur.

VIII - Litige

En cas de litige portant sur l'une des clauses (interprétation ou exécution) de la présente convention, les parties conviennent de régler leurs différends selon une procédure amiable. Si la procédure amiable n'aboutit pas, l'affaire sera réglée par les juridictions compétentes. Dans

les deux cas de figure, la convention signée par les parties, la confirmation de l'opération, les bordereaux de notification et les documents produits par la BCM font foi.

Confirmation d'une opération de pension livrée

A : [nom de la banque contrepartie]

Numéro de fax :

Nous vous confirmons les caractéristiques de la pension livrée que nous avons négociée ce jour avec vous.

Sens de l'opération (achat/vente) :

Date de mise en place :

Date d'échéance :

Prix de la pension :

Décote :

Valeur nominale des Titres de créances négociables :

Identification des Titres de créances négociables :

Taux de la pension :

Intérêts :

Nous nous engageons à transmettre un bordereau de notification de cette pension livrée à la BCM avant 16h le jour de mise en place.

Les numéros de nos comptes espèces et titres à la BCM sont les suivants :

Numéro de compte espèce :

Numéro de compte titre :

Date :

Signature autorisée :

Cachet de la banque :

**Bordereau de notification
d'une opération de pension livrée à la BCM**

Partie

Nom de la banque :
Numéro de compte espèce :
Numéro de compte titre :

Contrepartie

Nom de la banque :
Numéro de compte espèce :
Numéro de compte titre :

Sens de l'opération (achat/vente) :

Date de mise en place :

Date d'échéance :

Prix de la pension :

Décote :

Valeur nominale des Titres de créances négociables :

Identification des Titres de créances négociables :

Taux de la pension :

Intérêts :

Date :

Signature autorisée :

Cachet de la banque :

Annexe 14 :
Modèle de convention de cession de liquidité à blanc

Convention de cession de liquidité interbancaire

Entre :

La banque :

Siège social situé :

Titulaire du compte courant sur les livres de la BCM numéro :

Représenté(e) par :

En qualité de :

Dénommée ci-après LE PRETEUR,

Et

La banque :

Siège social situé

Titulaire du compte courant sur les livres de la BCM numéro :

Représentée par :

En qualité de :

Dénommé(e) ci-après L'EMPRUNTEUR,

Il est convenu ce qui suit.

Article 1 :

Cette convention fixe les modalités de cession de liquidité du PRETEUR à L'EMPRUNTEUR.

Article 2 :

LE PRETEUR s'engage pour une période maximale de trois mois à accorder à L'EMPRUNTEUR une facilité de prêt en Ouguiya aux conditions suivantes :

Montant maximum :

Durée maximum de chaque prêt :

Article 3 :

L'EMPRUNTEUR adressera au PRETEUR une demande écrite de prêt en précisant le montant, la durée, l'échéance, le taux et le montant des intérêts convenus.

LE PRETEUR renverra à L'EMPRUNTEUR une confirmation de son acceptation et adressera à La Banque Centrale un ordre de virement au profit de L'EMPRUNTEUR.

Article 4 :

La Banque Centrale de Mauritanie procédera à l'exécution de l'ordre de virement du compte du PRETEUR sur celui de L'EMPRUNTEUR dans la journée.

Article 5 :

A l'échéance du prêt, l'emprunteur adressera à la Banque Centrale de Mauritanie un ordre de virement au profit du PRETEUR de montant égal au nominal du prêt augmenté des intérêts convenus.

Article 6 :

En cas de retard de remboursement, la Banque Centrale appliquera à L'EMPRUNTEUR des pénalités de retard calculées sur le nominal du prêt au taux de XX%. Le montant de ces pénalités sera intégralement au profit du PRETEUR.

Article 7 :

Cette convention est valable du au (Six mois au plus)

Article 8 :

Un exemplaire de la présente convention doit être adressé par LE PRETEUR dès sa signature par les deux parties à la Direction du Refinancement et des Opérations Bancaires de la Banque Centrale de Mauritanie.

Fait en trois exemplaires à Nouakchott le

Nom et qualité du représentant
de L'EMPRUNTEUR

Signature autorisée

Nom et qualité du représentant du
PRETEUR

Signature autorisée

Annexe 15 :
Modèle de convention Bilatérale relative aux pensions livrées contre
Bons BCM et Bons du Trésor

CONVENTION BILATERALE RELATIVE AUX OPERATIONS DE
PENSIONS LIVREES CONTRE BONS DU TRESOR ET BONS BCM

Entre les soussignés :

La **BANQUE CENTRALE** dont le siège se trouve à Nouakchott

Représentée par :

d'une part

Et la **BANQUE X :**

dont le siège se trouve à Nouakchott

Représentée par :

d'autre part :

Au vu de la circulaire N°/GR/2007 du jj/mm/2007, la pension livrée devient le support principal des opérations de prêts et d'emprunts d'espèces entre la Banque Centrale et Banques Primaires et, également, entre ces dernières et les Etablissements Financiers.

La présente convention bilatérale a pour objet de constituer le cadre des opérations de pensions livrées contre Bons BCM et Bons du Trésor entre la **BANQUE CENTRALE** et la **BANQUE X**.

Le mécanisme technique et juridique relatif à cette convention bilatérale est défini ci-après:

I - Définitions

1 - La pension livrée est l'opération par laquelle une banque (ou la banque centrale) vend, moyennant un prix convenu, des Bons BCM et/ou des Bons du Trésor et par laquelle le vendeur et l'acheteur s'engagent respectivement et irrévocablement, le premier à reprendre, à une date convenue, les Bons BCM et/ou des Bons du Trésor, le second à les revendre au même prix, augmenté des intérêts de la pension.

2 - La date de mise en place est la date de commencement d'une pension, à laquelle les Bons BCM et/ou des Bons du Trésor mis en pension sont vendus au prix de la pension.

3 - La date d'échéance d'une pension est la date à laquelle les Bons BCM et/ou des Bons du Trésor mis en pension sont rendus au vendeur moyennant le remboursement du prix de pension et le paiement des intérêts à l'acheteur, telle que fixée lors de la conclusion de la pension.

4 - Le prix de la pension est, pour une pension déterminée, le montant versé par l'acheteur à la date de mise en place, en contrepartie de la livraison par le vendeur des Bons BCM et/ou des Bons du Trésor mis en pension.

5 - La décote est, pour une pension déterminée, la marge convenue entre les parties, permettant de déterminer la valeur nominale des Bons BCM et/ou des Bons du Trésor mis en pension à partir du prix de la pension, pour se prémunir contre une éventuelle dépréciation des Bons BCM et/ou des Bons du Trésor durant la durée de la pension.

6 - Les intérêts de la pension sont versés à la date d'échéance. Ces intérêts sont calculés suivant la méthode des intérêts simples sur une base de 360 jours, au taux d'intérêt convenu entre les parties lors de la conclusion de la pension.

II - Conclusion des pensions livrées

1 - La conclusion de chaque pension devra être suivie d'un échange de confirmations par lettre, télex, télécopie entre les parties. Le document de confirmation doit reprendre l'ensemble des caractéristiques spécifiques de la pension (voir modèle de confirmation en annexe, faisant partie intégrante de la convention).

2 - Une pension ne peut pas porter sur des Bons BCM et/ou des Bons du Trésor venant à échéance pendant la durée de la pension.

3 - La valeur nominale des Bons BCM et/ou des Bons du Trésor mis en pension doit couvrir le prix de la pension majoré de la décote.

III - Vente et restitution des Titres de créances négociables

A la date de mise en place, le vendeur fera livrer à l'acheteur, par transfert en comptes-courants titre sur les livres de la BCM, les Bons BCM et/ou des Bons du Trésor mis en pension, contre règlement, par celui-ci, du prix de la pension.

A la date d'échéance, l'acheteur fera restituer au vendeur, par transfert en comptes-courants titre sur les livres de la BCM, les Bons BCM et/ou des Bons du Trésor mis en pension contre remboursement du prix de la pension et règlement des intérêts.

Chaque partie doit communiquer à la BCM un bordereau de notification de cette pension livrée au plus tard avant 16 H le jour de sa mise en place (voir modèle de bordereau de notification en annexe, faisant partie intégrante de la convention). Sur la base de ces bordereaux et après vérification de leur concordance (appariement), la BCM peut procéder à l'enregistrement de l'opération.

Toute livraison de Bons BCM et/ou des Bons du Trésor s'effectue de façon à ce que le destinataire ait la pleine propriété des Bons BCM et/ou des Bons du Trésor livrés ; la pension devient opposable aux tiers dès la date de mise en place. Toutefois les Bons BCM et/ou des Bons du Trésor pris en pension livrée sont virés sur un sous-compte spécifique de l'acheteur où ils demeureront indisponibles jusqu'à la date d'échéance.

IV - Retard de paiement ou de livraison

1 - Retards de paiement ou de livraison à la date de mise en place

En cas de paiement avec retard du prix de la pension, la pension sera maintenue sans changement même si les Titres de créances négociables n'ont pas été livrés à bonne date par le vendeur du fait du retard du paiement. L'acheteur s'oblige à verser, en plus du prix de la pension, des intérêts de retard qui seront dus sans délai, de plein droit et sans mise en demeure préalable, et seront calculés sur le prix de la pension, de la date de mise en place (incluse) jusqu'à la date du paiement effectif (exclue).

En cas de livraison avec retard des Bons BCM et/ou des Bons du Trésor mis en pension, la pension sera maintenue sans changement, même si le prix de la pension n'a pas été versé à bonne date par l'acheteur du fait de la non livraison des Bons BCM et/ou des Bons du Trésor.

Si toutefois, le prix de la pension a été versé au vendeur, celui-ci doit alors, en plus de la livraison des Bons BCM et/ou des Bons du Trésor, verser des intérêts de retard qui seront dus sans délai, de plein droit et sans mise en demeure préalable, et seront calculés sur le prix de la pension, de la date de mise en place, de la date de son versement (incluse) jusqu'à la date de livraison effective des Bons BCM et/ou des Bons du Trésor mis en pension (exclue).

2 - Retards de paiement ou de livraison à la date d'échéance

En cas de remboursement avec retard de la pension, les intérêts de la pension seront recalculés en tenant compte de la durée supplémentaire de l'opération de pension. En outre, le vendeur doit verser des intérêts de retard qui seront dus sans délai, de plein droit et sans mise en demeure préalable, et seront calculés sur le prix de la pension augmenté des intérêts recalculés, de la date de rétrocession telle que prévue initialement (incluse) jusqu'à la date de son paiement effectif (exclue).

En cas de rétrocession avec retard des Bons BCM et/ou des Bons du Trésor mis en pension et si la pension n'a pas été remboursée à bonne date du fait de la non rétrocession effective des Bons BCM et/ou des Bons du Trésor, les intérêts ne seront pas modifiés : à la date de rétrocession effective des Bons BCM et/ou des Bons du Trésor mis en pension, le vendeur versera le prix de la pension augmenté des intérêts prévus initialement. Si la pension a été remboursée à l'acheteur, celui-ci devra verser des intérêts de retard calculés à un taux d'intérêt égal à la somme du taux de la pension et du taux de retard, qui seront dus sans délai, de plein droit et sans mise en demeure préalable, de la date de son versement (incluse) jusqu'à la date de rétrocession effective des Bons BCM et/ou des Bons du Trésor mis en pension.

3 - Taux des intérêts de retard

Le taux des intérêts de retard est égal au taux du guichet des prises en pension de la BCM majoré de 10 %. La BCM est chargée de prélever automatiquement sur le compte du défaillant les intérêts de retard au profit du bénéficiaire dès lors que la provision est disponible.

V - Résiliation des opérations de pension en cas de défaillance

L'une des parties est considérée comme défaillante dans les cas suivants :

1 - inexécution d'une des dispositions de la présente convention ou des modalités d'une opération de pension à laquelle il n'aurait pas été remédié dans un délai de 3 jours ouvrés à compter de la notification de l'anomalie à la partie défaillante,

2 - cessation de fait d'activité, ouverture d'une procédure de liquidation ou de toute autre procédure équivalente.

La survenance d'un cas de défaillance donne à la partie non défaillante le droit, sur simple notification adressée à la partie défaillante, de suspendre l'exécution de ses obligations de paiement et de livraison et de résilier l'ensemble des pensions en cours entre les parties. Cette notification précisera le cas de défaillance invoqué ainsi que la date de résiliation retenue.

Lorsque le vendeur manque à son obligation de rembourser la pension, les Titres de créances négociables restent acquis à l'acheteur; et lorsque l'acheteur manque à son obligation de rétrocéder les Titres de créances négociables, le montant de la pension reste acquis au vendeur.

VI - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle pourra être dénoncée à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception ; la dénonciation prendra effet à l'expiration d'un délai de 5 jours ouvrés suivant sa réception. Les opérations effectuées avant la date d'expiration et non dénouées à cette date restent soumises aux dispositions de la convention.

VII - Aspects comptables

La rémunération de l'acheteur constitue un revenu de créance, traité sur le plan comptable comme des intérêts.

La pension entraîne chez le vendeur le maintien à l'actif des Bons BCM et/ou des Bons du Trésor mis en pension, ainsi que l'inscription au passif du bilan de sa dette vis-à-vis de l'acheteur. Ces Bons BCM et/ou des Bons du Trésor sont individualisés à une rubrique spécifique dans la comptabilité du vendeur.

Les Bons BCM et/ou des Bons du Trésor reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan de l'acheteur ; celui-ci enregistre à l'actif de son bilan le montant de sa créance sur le vendeur.

VIII - Litige

En cas de litige portant sur l'une des clauses (interprétation ou exécution) de la présente convention, les parties conviennent de régler leurs différends selon une procédure amiable. Si la procédure amiable n'aboutit pas, l'affaire sera réglée par les juridictions compétentes. Dans les deux cas de figure, la convention signée par les parties, la confirmation de l'opération, les bordereaux de notification et les documents produits par la BCM font foi.

Confirmation d'une opération de pension livrée

A : [nom de la banque contrepartie]
Numéro de fax :

Nous vous confirmons les caractéristiques de la pension livrée que nous avons négociée ce jour avec vous.

Sens de l'opération (achat/vente) :

Date de mise en place :

Date d'échéance :

Prix de la pension :

Décote :

Valeur nominale des Titres de créances négociables :

Identification des Titres de créances négociables :

Taux de la pension :

Intérêts :

Nous nous engageons à transmettre un bordereau de notification de cette pension livrée à la BCM avant 16h le jour de mise en place.

Les numéros de nos comptes espèces et titres à la BCM sont les suivants :

Numéro de compte espèce :

Numéro de compte titre :

Date :

Signature autorisée :

Cachet de la banque :

Bordereau de notification d'une opération de pension livrée à la BCM

Partie

Nom de la banque :

Numéro de compte espèce :

Numéro de compte titre :

Contrepartie

Nom de la banque :

Numéro de compte espèce :

Numéro de compte titre :

Sens de l'opération (achat/vente) :

Date de mise en place :

Date d'échéance :

Prix de la pension :

Décote :

Valeur nominale des Titres de créances négociables :

Identification des Titres de créances négociables :

Taux de la pension :

Intérêts :

Date :

Signature autorisée :

Cachet de la banque :